



Rapport d'activités

2021

GIP RECIA

Le groupement informatique au service de l'action publique en Centre-Val de Loire

2021 : DES USAGES NUMÉRIQUES DÉMULTIPLIÉS EN PÉRIODE DE COVID

Après une première année de pandémie, marquée par le confinement, l'année 2021 a vu notre société s'adapter et reprendre de très nombreuses activités malgré les vagues de variants COVID. Le télétravail, l'hybridation des enseignements, et le déploiement toujours plus large des services publics et de la consommation en ligne ont suscité des appropriations accélérées des outils de visio mais aussi de co-élaboration de documents, de suivi de projets...

On doit noter que certains projets majeurs de la SCORAN (Stratégie de Cohérence régionale d'aménagement (et d'usages) numérique), sont apparus particulièrement pertinents.

DES CONSOLIDATIONS DANS LES USAGES

Il y a désormais plus d'une dizaine d'année que le GIP RECIA développe et déploie des solutions d'Espaces Numériques de Travail pour le secondaire. Début 2021, avec les encouragements du Rectorat, tous les Départements ont fait le choix des outils libres du GIP, et désormais plus de 180 000 collégiens et lycéens, leurs enseignants et leurs parents, sont inscrits sur nos ENT. Malgré une difficulté début avril, nos infrastructures ont soutenu près de 20 000 classes simultanées, avec la possibilité de quadrupler ce potentiel.

Si notre organisation se caractérise par ses compétences techniques et sa capacité à mettre en œuvre des infrastructures et des outils complexes, le GIP RECIA est aussi impliqué dans les démarches de médiation numérique pour nos concitoyens en difficulté. En 2021, le programme Web O Centre, inscrit dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 s'est terminé, avec une quarantaine de structures subventionnées par l'Etat et la Région. Cet effort a été fondateur de la démarche « médiation pour un numérique inclusif », menée dans le cadre d'un consortium initié par la Région qui associait le Mouvement Associatif, le CRIJ, la Ligue de l'Enseignement et le GIP RECIA, lequel a été labellisé par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires et par la Banque des Territoires, en tant que « Hub pour un numérique inclusif » : le Hub-lo.

DES INITIATIVES NOUVELLES

Initié en fin d'année 2020, le projet de Réseau de Coopération Optique Régional (RECOR), a fortement mobilisé le GIP RECIA tout au long de l'année 2021, et va se concrétiser au cours des années 2022-2023, à travers la construction d'un réseau « ultra-haut-débit » au service des acteurs de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et des Lycées. Cet investissement d'environ 21 M€, permettra de fournir aux établissements concernés des liens télécom très performants, pour des débits 10 à 100 fois supérieurs, à des coûts de fonctionnement comparables aux coûts actuels.

Le confinement de 2020 avait particulièrement mis en valeur la situation très différenciée des élèves des écoles pour suivre des cours à distance, interagir au sein de la communauté éducative, bénéficier des avancées de la pédagogie. C'est pourquoi le Rectorat a confié au GIP RECIA le soin de proposer une offre d'ENT des écoles à l'ensemble des communes, sous le nom de « PRIM'OT ». Lancée en septembre, l'offre a convaincu environ 150 écoles en 2021.

A l'initiative du SGAR et du Sous-préfet à la relance, le GIP a été retenu dans le cadre du plan France Relance pour élaborer la « valise ONE », qui consiste à concentrer une offre de logiciels libres à destination des petites collectivités, pour améliorer et sécuriser leurs travaux internes ou pour faciliter leurs relations avec leurs concitoyens. En 2021, nous avons préparé cette « Offre Numérique Essentielle » en repérant ce qui se faisait ailleurs en France, et en choisissant, avec l'aide de nos collègues de l'association Nékoé qui accompagnent les projets en design de services, les logiciels à proposer.

DES PERSPECTIVES À CONCRÉTISER

Le Gouvernement a souhaité étendre à dix nouveaux départements l'expérimentation « Territoires numériques éducatifs » conduite en 2020-2021 dans l'Aisne et le Val d'Oise, visant à tester la mise en œuvre de la continuité pédagogique et de réduire la fracture numérique. Le département du Cher a été choisi. Dans cette perspective, le rectorat a proposé de s'appuyer sur le GIP RECIA en tant que mutualisant pour les collectivités locales et de centre de ressources régional du numérique public. L'idée serait que le GIP reçoive les subventions bénéficiant d'une contrepartie de la part des collectivités locales, permettant des achats groupés et une ingénierie technique expérimentée. Le projet doit se déployer sur les années 2022-2023, pour un budget global d'environ 5 millions d'euros de subventions dévolu à travers une convention tri-partite entre la Banque des Territoires, le Rectorat et le GIP RECIA.

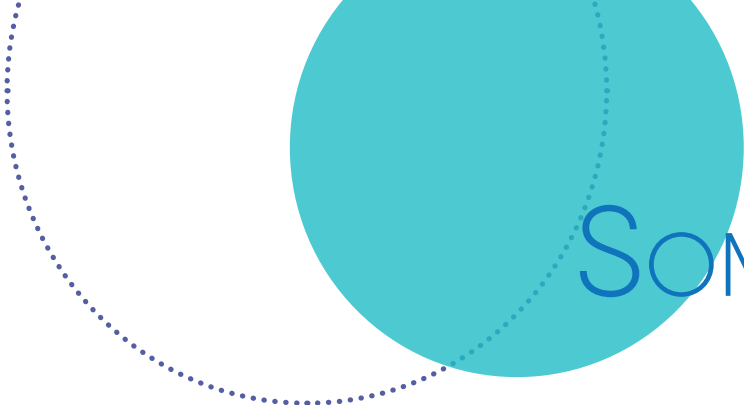
Toujours dans le cadre du Plan de relance, l'Agence Nationale pour la Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI), a proposé à tous les Conseils régionaux de porter la création d'un CSIRT (Computer Security Incident Response Team), un centre régional de réponse aux incidents cyber. La Région Centre – Val de Loire a accepté ce projet et confie à un consortium composé de l'Agence Dev'up et du GIP RECIA le soin de monter ce CSIRT. Il est prévu que les appels arrivent sur le centre d'appel du GIP RECIA, et que le suivi des incidents soit fait par l'Agence Dev'up pour les entreprises, et pour le GIP concernant les collectivités et les grosses associations.

VERS UNE RÉVISION DE LA SCORAN ET DES ASSISES DU GIP EN 2022 ?

Ces différents projets démontrent la confiance qui est faite aux équipes du GIP RECIA, dont les effectifs ont été multipliés par trois en 6 ans. Cela s'explique d'abord par l'extrême dynamique du secteur d'activité, mais aussi par la diversité et la qualité des compétences regroupées dans notre structure.

Mais les attentes des membres du GIP RECIA sont aussi très fortes, et les évolutions rapides des usages nous amènent à envisager une révision de la SCORAN, avec le souhait d'affecter les compétences aux sujets les plus importants en étant attentifs à la cohérence de l'action publique et aux contraintes budgétaires. La Région doit aussi réviser sa stratégie numérique.

Dans la foulée, il sera certainement indispensable de revoir la feuille de route du GIP RECIA, dans le cadre des Assises du GIP prévue en fin d'année 2022 ou bien début 2023.



SOMMAIRE

p06

Le groupement

p14

Les temps forts 2021

p16

Les activités du
socle, d'animation
& de conseil

p20

Les activités
de prestations
mutualisées

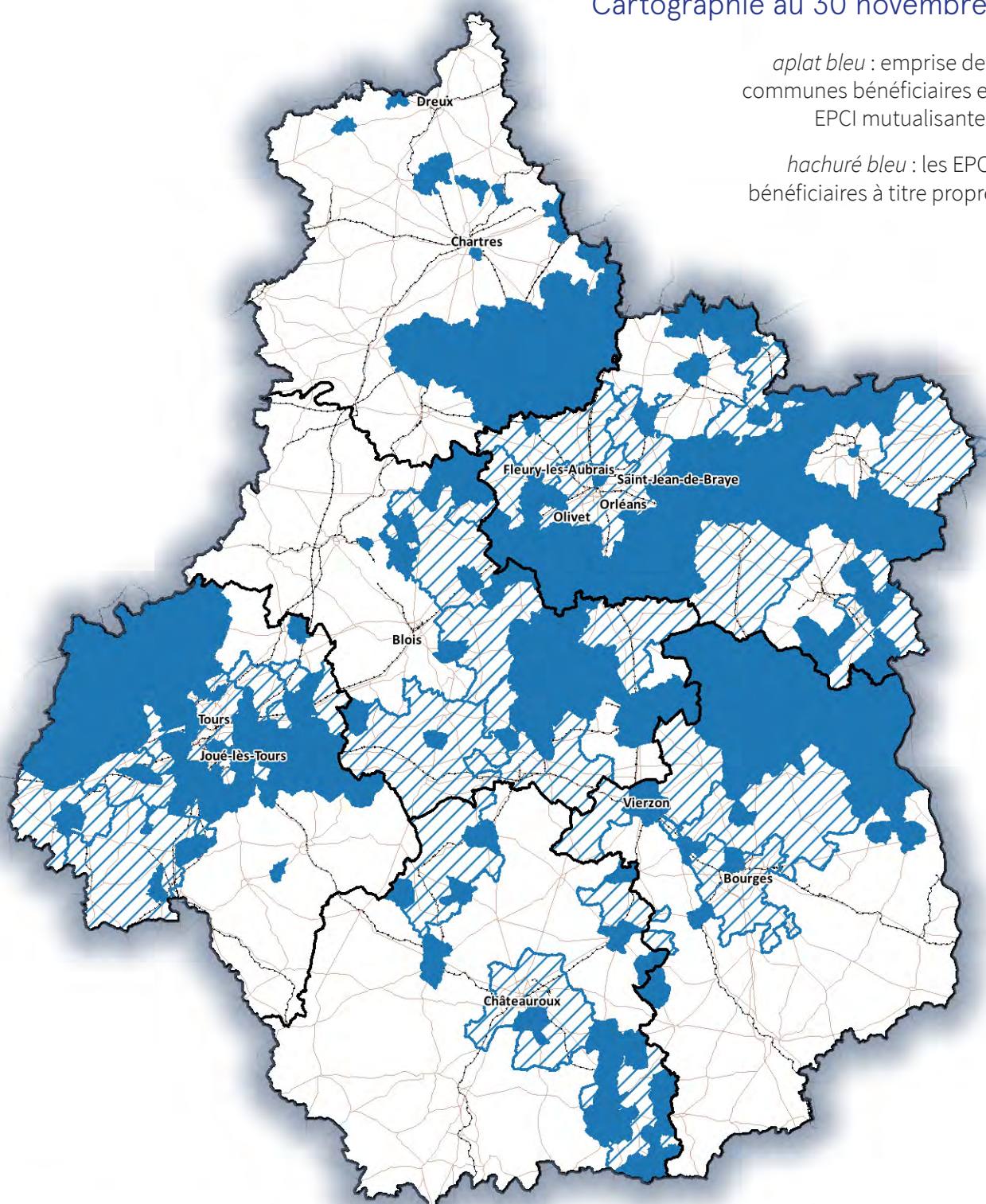
LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC RECIA

Communes et EPCI bénéficiaires du GIP RECIA

Cartographie au 30 novembre 2021

aplat bleu : emprise des
communes bénéficiaires et
EPCI mutualisantes

hachuré bleu : les EPCI
bénéficiaires à titre propre



289 membres
représentant
539 bénéficiaires
sur l'ensemble de la région Centre-
Val de Loire
au 31 décembre 2021

- Cellettes
- La Chapelle Enchérie
- Le Controis en Sologne
- Saint Firmin des Prés
- Thoury
- SIVOS du Beuvron
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement collectif de Mer (Val d'Eau)
- Syndicat intercommunal d'élimination des ordures ménagères du groupement de Mer
- Syndicat interdépartemental de collecte et de traitement des déchets du Blaisois (SMICTD du Blaisois)
- Syndicat mixte de traitement et de valorisation des déchets ménagers du Vendômois (VALDEM)

18 - Cher

- Léré
- Sancoins
- Vignoux sur Barangeon
- SIVOS Brinon-Clémont

28 - Eure-et-Loir

- Châteaudun

36 - Indre

- Aéroport de Châteauroux
- Sainte Sévère sur Indre
- Syndicat Mixte du Pays d'Issoudun et de Champagne Berrichonnes

37 - Indre-et-Loire

- Communauté de communes Gâtine Choissilles Pays de Racan
- Avoine
- Cerelles
- Château Renault
- Crissay sur Manse
- Druye
- Saint Aubin le Dépeint
- Sainte Catherine en Fierbois
- Sainte Maure de Touraine
- Sonzay

41 - Loir-et-Cher

- Communauté de communes Sologne des Rivières
- Boisseau

45 - Loiret

- Agence Régionale de Santé
- Chambre des métiers et de l'artisanat Centre-Val de Loire (CMAR)
- Centre animation ressources d'information sur la formation - Observatoire régional emploi formation (Carif-Oref)
- Agglomération Montargoise et Rives du Loing
- Bouzy la Forêt
- Briarres sur Essonne
- Cepoy
- Châteauneuf sur Loire
- Combreux
- Dimancheville
- Fay aux Loges
- Ondreville sur Essonne
- Ouvrouer les Champs
- Paucourt
- Puiseaux
- Rouvray Sainte Croix
- Saint Denis de l'Hôtel
- Saint Jean de la Ruelle
- Saint Martin d'Abbat
- Sully la Chapelle
- Tigy
- Vienne en Val
- Villamblain
- Villeneuve sur Conie
- Syndicat de l'Œuf de la Rimarde et de l'Essonne
- Syndicat intercommunal du secteur scolaire de Jargeau

Composition du conseil d'administration

**Président du
GIP RECIA**
Guillaume Crépin

État
Préfecture
Préfet ou son
représentant
Rectorat
Recteur ou son
représentant

Région
Conseil régional
Centre-Val de Loire
Guillaume Crépin
David Jacquet
Arnaud Jean
Jalila Gaboret

**Métropoles /
Agglomérations**
Maria Lépine
Tours Métropole

Départements
Cher
Patrick Barnier
Eure-et-Loir
Jacques Lemare
Indre
Virginie Fontaine
Indre-et-Loire
Sylvie Giner
Loir-et-Cher
Philippe Gouet
Loiret
Frédéric Néraud

**Communautés
de communes**
Patrick Echegut
*Communauté de
communes Terres du
Val de Loire*

**GIP /
école**
GIP e-Santé
Vincent Marce
**INSA Centre-Val de
Loire**
Nicolas Gascoin

**Communes > à 1 000
habitants**
Mathilde Fouchet
Commune de Le Poinçonnet

**Communes < à 1 000
habitants**
Grégory Gonet
Commune de Messas

Universités
Orléans
Ali Ed-Dbali
Tours
Bertrand Billault

**Autres
membres**
CICLIC
Philippe Germain
CROUS
Alain Cordina

Collège 1

Collège 2

Collège 3

Le conseil d'administration

La composition du conseil d'administration a évolué avec :

- l'adhésion des **Conseils départementaux de l'Indre, du Loir-et-Cher et du Loiret** ;
- le **renouvellement des instances départementales et régionales** suite aux élections de juin 2021.

La présidence



Le mandat du Président du GIP RECIA, M. Olivier Frezot, a pris fin à l'occasion des élections régionales de juin 2021.

Le conseil d'administration a élu, le **22 octobre 2021**, **M. Guillaume Crépin, conseiller régional délégué au numérique**, à la Présidence du GIP RECIA pour les **trois prochaines années**.

Les règlements intérieur et financier

2021 a été l'occasion de **remettre à jour ces deux documents** cadrant l'organisation du GIP RECIA datant de 2016 pour le règlement intérieur et de 2018 pour le règlement financier.

L'assemblée générale a approuvé les évolutions proposées en séance du **2 décembre 2021** qui portent principalement sur le **fonctionnement des instances**, les **modalités d'élection des administrateurs et du Président**, le **recours à l'emprunt** et les **modalités de fixation des contributions financières**.

Les locaux

Le GIP RECIA loue actuellement **trois bâtiments** :

- un bâtiment principal de 400 m2 rue de la Juine à Olivet accueillant la plus grande partie de des effectifs du GIP (environ 50 personnes),
- des bureaux complémentaires non loin du bâtiment principal pour l'équipe DPO et ENT (environ 10 personnes),
- des bureaux à Ballan-Miré pour l'équipe de Tours (environ 10 personnes).

En 2022, nous prévoyons d'accueillir une **quinzaine d'agents supplémentaires** entre les recrutements en cours, les ouvertures de poste, les apprentis et stagiaires.

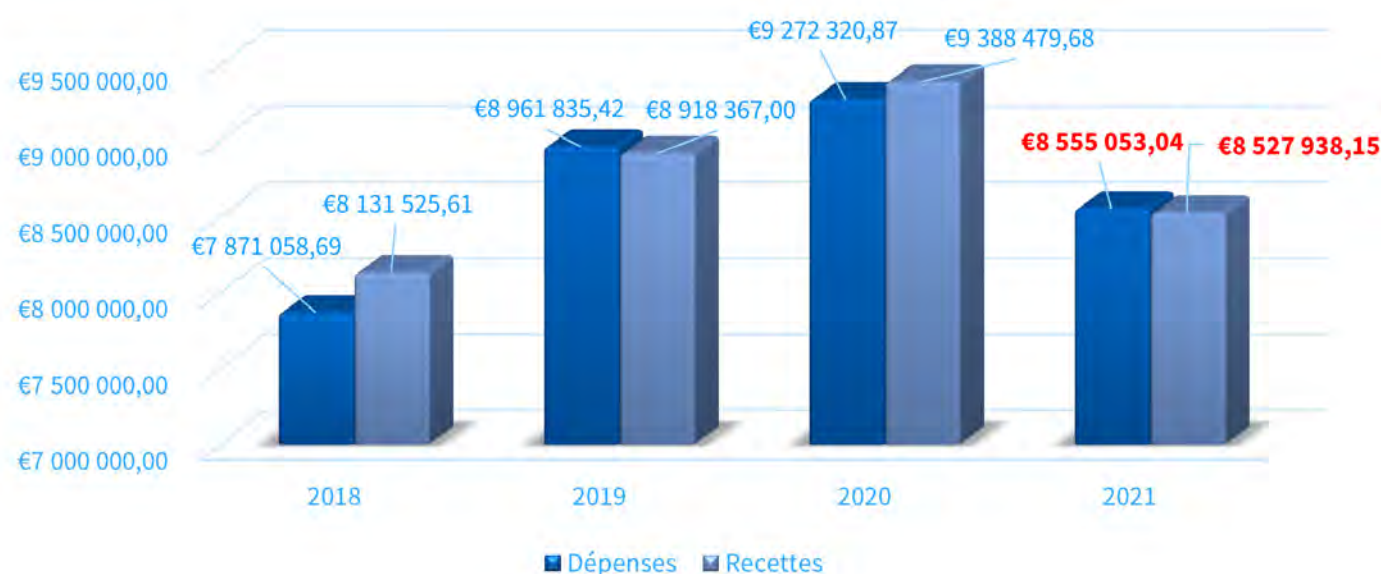
Nous avons trouvé un **bâtiment en location sur le site du BRGM** d'une surface utile de **730 m2** qui permettra de réunir les agents d'Olivet et d'accueillir les futurs recrutés.

Le déménagement des équipes est prévu en juin 2022.

Les charges du GIP sont **en diminution en 2021**, après 2 ans d'augmentation significative :

2019	2020	2021
+ 14,74%	+ 2,24%	- 8,09%

Exécution budgétaire 2016-2020



En 2021, le total des dépenses, hors amortissements et provisions, s'élève à 8 445 245,75 € pour des recettes de 8 527 938,15 €.

Financement européen

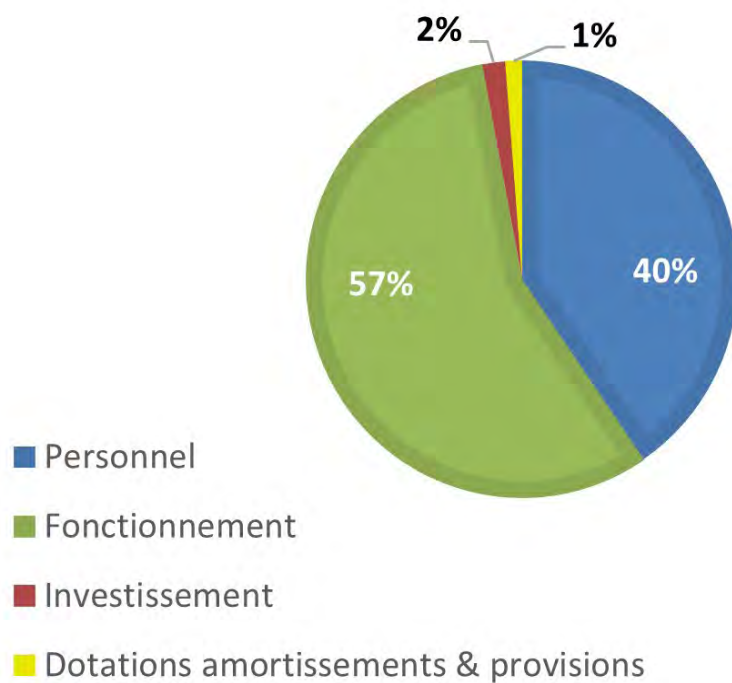
Les **fonds FEDER** versés au titre de l'année 2021 s'élèvent à 253 175,81 €.

Six dossiers en bénéficient :

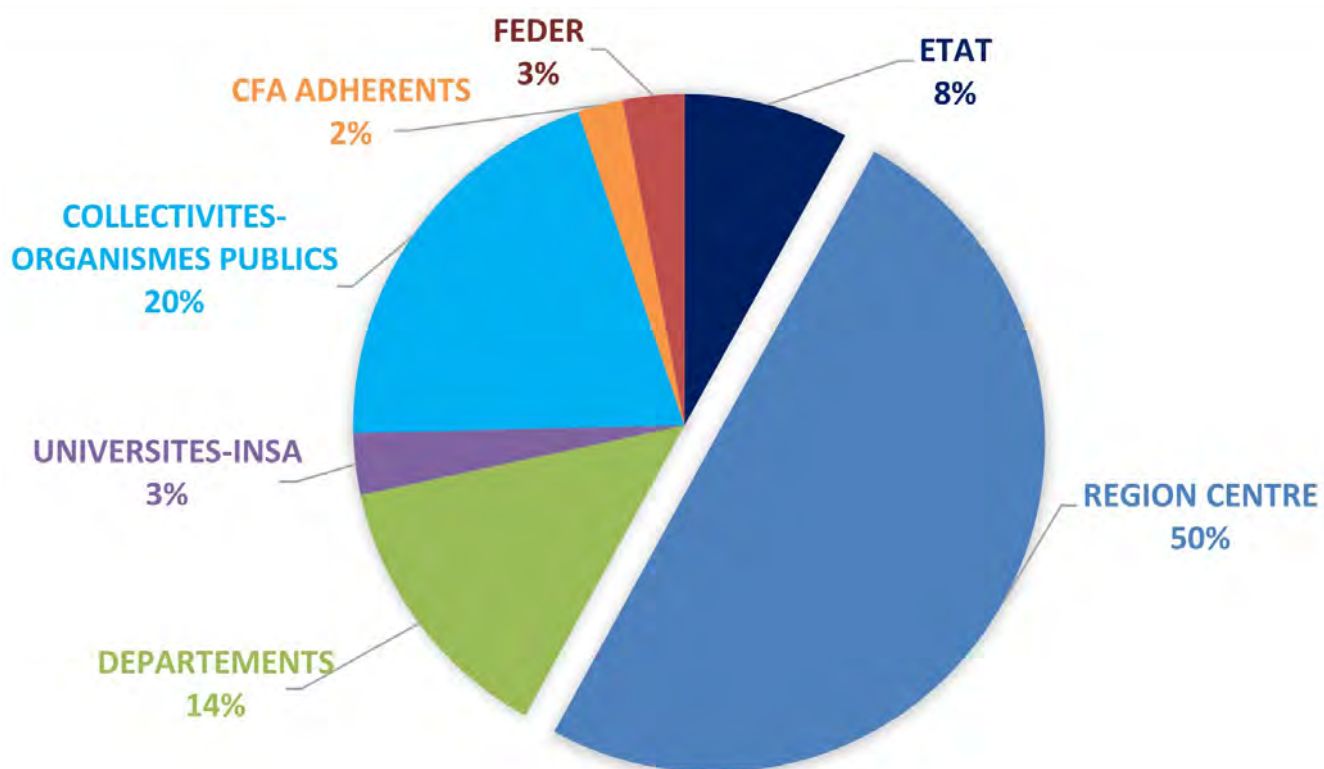
- Réseau régional de la connaissance
- Réseau des EPN
- E-Portfolio
- Sécurisation des systèmes informatiques des collectivités
- Openbadges
- Médiation numérique pour tous



Exécution en dépenses 2021



Détails des ressources 2021 par financeur



Au cours de l'année 2021, le GIP RECIA a procédé à **16 recrutements** et fait face à **2 départs**.

BAROMETRE RH

31 décembre 2021



67 agents

Dont 5 apprentis
19 femmes : 28%
48 hommes : 72%



Contractuels : 64%
Fonctionnaires : 29%
Apprentis : 7%



Moyenne d'âge 38 ans



Ancienneté

< 5 ans : 79%
6-10 ans : 10%
> 10 ans : 11%

Organigramme simplifié



LES TEMPS FORTS 2021

JANVIER

Déploiement de l'ENT pour les collèges de l'Indre & du Loiret

JANVIER

Forum d'orientation en réalité virtuelle dans les lycées avec Virbela

JANVIER



Présentation du GIP RECIA à Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques et Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, lors de leur déplacement à la mairie de Baule dans le cadre du plan France Relance

JANVIER

Deuxième édition du Hackathon WebOCentre



MARS

Déploiement de l'ENT pour les collèges de l'Eure-et-Loir

MARS

Labellisation "Hub d'inclusion numérique"

AVRIL

Copil SCORAN

JUIN

Déploiement des pare-feux OPNsense et des nouveaux serveurs de fichiers sur 170 sites d'enseignement et de formation

JUILLET



Lancement de la phase d'expérimentation de la valise ONE

AOÛT

Re-déploiement de l'antivirus sur 45 000 PC



SEPTEMBRE

Participation aux GéoDataDays 2021 à Grenoble

SEPTEMBRE



Journée des personnels : accueil des nouveaux arrivants, départ à la retraite et team building avec une initiation au golf à Donnery

Lancement de l'ENT PrimOT

primOT

SEPTEMBRE

SEPTEMBRE

Premier Cotech pour l'organisation des Assises de l'information géographique et des données ouvertes en Centre-Val de Loire du réseau DoTerr

OCTOBRE

Élection de Guillaume Crépin comme nouveau président du GIP RECIA

OCTOBRE

Participation du GIP au E-rencontres nationales Déclic à Vannes

· DÉCLIC ·

OCTOBRE

Premières installations de l'outil Packetfence dans les lycées pour la sécurisation forte du réseau



OCTOBRE

"Regards sur un numérique éthique" : premier événement du Hub-Lo à Ballan-Miré

NOVEMBRE



Participation au salon des maires d'Indre-et-Loire à Tours

DÉCEMBRE

Assemblée générale du GIP RECIA sur BigBlueButton

DÉCEMBRE



Participation au salon des maires de l'Indre à Châteauroux

LES ACTIVITÉS DU SOCLE, D'ANIMATION ET DE CONSEIL

Suivi de la SCORAN

La **SCORAN**, Stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique, à laquelle nous ajoutons une mention des usages numériques, est un document de référence demandé par le Premier ministre aux préfets de région. Son élaboration associe les grandes collectivités et les communautés numériques. En région Centre-Val de Loire, le préfet en a confié l'élaboration au GIP RECIA, qui a produit une première version en 2010, une deuxième en 2014, révisée en 2019 (SCORAN V3 – Le projet numérique partagé).

La SCORAN vise avant tout à ce que l'action publique dans le domaine du numérique soit **coordonnée, pas trop redondante, si possible mutualisée**. A minima, les responsables publics ont connaissance des principales initiatives, en dehors des projets strictement internes aux organisations.

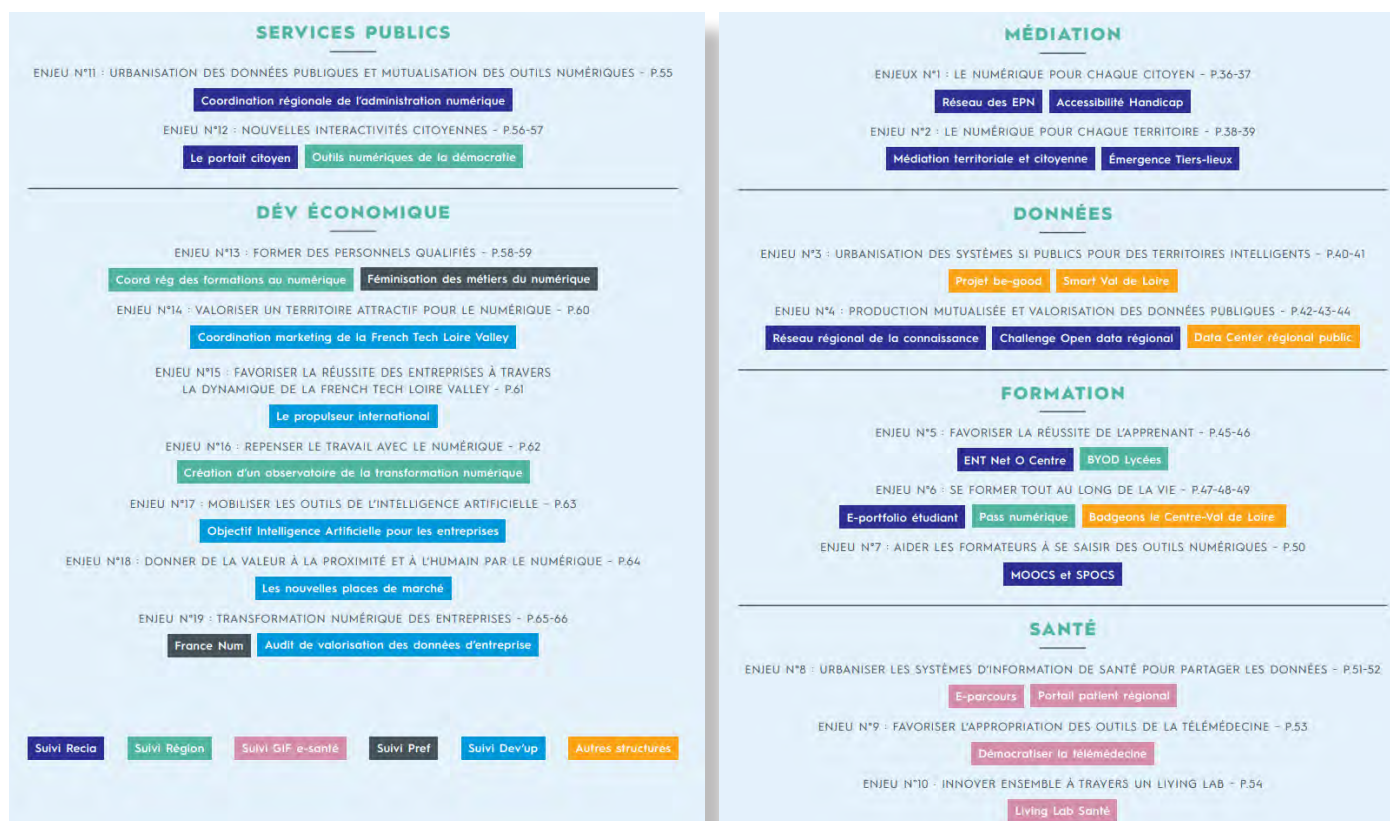
Dans sa version révisée en 2019, la SCORAN comprend notamment une **trentaine de fiches projets**, dont la moitié sont sous la responsabilité du GIP RECIA.

Le 21 avril 2021, le comité de pilotage de la SCORAN s'est réuni et a examiné les projets suivants :

- la **médiation territoriale et citoyenne**, à travers la présentation du « **Hub territorial pour un numérique inclusif** » porté par le consortium « Centre-Val de Loire médiation numérique » ;
- le **challenge open data régional** ;
- le projet de **Datacentre** et de **réseau en fibre noire** ;
- le **portail sur l'intelligence artificielle** et le **e-Digital innovation Hub** ;
- les opportunités du **plan de relance** pour la **digitalisation des collectivités**.

Une nouvelle réunion du comité de pilotage était prévue en novembre, mais la cinquième vague de Covid a suscité son report en 2022.

Feuille de route SCORAN



Réseau des EPN, Hub-Lo et réseaux de médiation (Coworking CVL, réseau des fablabs)

Depuis une douzaine d'années, le GIP a la responsabilité d'un travail de **suivi et d'animation du réseau des Espaces Publics Numériques en région Centre-Val de Loire**. Il s'agit d'une politique commune à l'Etat et à la Région, contractualisée dans le cadre du Contrat de Plan.



WebOCentre
Les **Espaces Publics Numériques**

En 2015, dans le cadre du CPER 2015-2020, l'Etat et la Région ont convenu d'engager environ **un million d'euros** chacun sur cette politique. Un appel à projet a été lancé en 2017, permettant le financement d'une **quarantaine de projets**. Au total, près de **80 EPN** bénéficient du label « **WebOCentre** », et s'inscrivent dans le réseau.

Au cours de l'année 2019, l'ensemble des bénéficiaires de l'appel à projet ont perçu une première partie de financement. Le GIP a assuré un suivi administratif des conventions. En 2021, Le GIP a sollicité les structures afin qu'elles produisent un bilan d'activité permettant le versement du solde des subventions.

L'animation du réseau s'organise à la fois au niveau départemental et au niveau régional. Dans ce cadre, différentes réunions ont eu lieu tout au long de l'année, et **une trentaine de médiateurs ont bénéficié de formations** dispensées par le CEFIM.

La **2ème édition du hackathon WebOCentre**, s'est déroulée en janvier 2021, a été montée et diffusée sur le site du GIP, sur la plateforme vidéo de l'ENT et via les réseaux sociaux. Elle a mobilisé une **soixantaine de médiateurs** qui ont travaillé sur leurs outils communs et sur le thème du Règlement général de la protection des données.



Le projet « **Médiation Numérique pour tous** » a été initié par le conseil régional Centre-Val de Loire dans le cadre de l'approbation de sa nouvelle stratégie numérique. La construction d'une région numérique au service de tous les territoires, des citoyens et des entreprises est l'une des priorités du conseil régional.

Un **consortium** regroupant la Région, le Mouvement associatif, le CRIJ, la Ligue de l'enseignement et le GIP RECIA a été créé pour porter le projet, qui sollicite des fonds européens et les financements de la Région. Il a travaillé en 2020, et a été **lauréat du label « Hub d'inclusion numérique »** de l'ANCT et de la **Banque des Territoires** en mars 2021. Une équipe d'animation, associant **six chargés de missions départementaux**, a été complétée, en incluant le chargé de mission du GIP RECIA.

Par ailleurs, le GIP a prolongé son travail d'**animation des réseaux des Fablabs et des espaces de coworking**.

Do.TeRR

réseau des données territoriales en Centre-Val de Loire

En application de la Directive INSPIRE (transposée en droit français en octobre 2010), de la loi NOTRe (2015) et de la loi dite « loi Lemaire » - pour une « République numérique » entrée en application en octobre 2018 et à travers le CPER 2021-2027, le GIP RECIA est chargé de favoriser l'ouverture des données territoriales et géographiques en région Centre-Val de Loire. Pour ce faire, il coordonne la **communauté d'acteurs publics** qui se fédère au sein du **Réseau Régional des Données Territoriales (Do.TeRR)**, administre la **plate-forme de services numériques GéoCentre** et réalise l'acquisition et de la mise à jour des données **géographiques de référence** (Données IGN - licence APL, données fichiers fonciers, ...) nécessaires à la description détaillée du territoire régional.

GéoCentre
données géographiques & territoriales en Centre-Val de Loire

Projet inscrit à la SCORAN 2019-2025, le réseau Do.TeRR est également le relais des territoires dans la prise en compte de leurs besoins dans la stratégie nationale au travers du **réseau des CRIGE's** (AFIGéo), siégeant au CNIG (Conseil national de l'information géographique).

En 2021, comme l'année précédente, le GIP a fait l'acquisition de la **licence IGN « Autorités Publiques Locales »** au bénéfice de ses membres et **de manière mutualisée**, avant qu'elle ne devienne gratuite. Il a aussi réitéré l'achat des **fichiers fonciers auprès de la DGFIP** avec un financement régional, puis reversé les données - agréées au parcellaire graphique - aux structures qui les redistribuent aux communes.

Différentes réunions de travail ont été organisées, pour l'essentiel à distance, sur des sujets techniques ou stratégiques, en mobilisant **plus d'une centaine de professionnels**.

La loi pour une République numérique fait obligation aux collectivités de plus de 3500 habitants « *d'ouvrir leurs données* ». Dans le cadre de la SCORAN, et sous l'impulsion du conseil régional, il a été proposé une **démarche volontariste** afin d'accompagner des communes et des EPCI dans l'appropriation de cet enjeu. A travers le « **Challenge Open data** » organisé en 2020 une **douzaine de communes et d'EPCI** ont initié leur processus **d'ouverture des données publiques**. Il a été décidé de relancer une **saison 2**, et le GIP a été **lauréat du Plan de relance** pour mener la démarche auprès d'une **vingtaine de collectivités** en 2022.



Autres projets de la SCORAN, portés ou accompagnés par le GIP RECIA : OpenBadges, E-portfolio, accessibilité handicap, réseau des tiers-lieux, portail IA Loire Valley

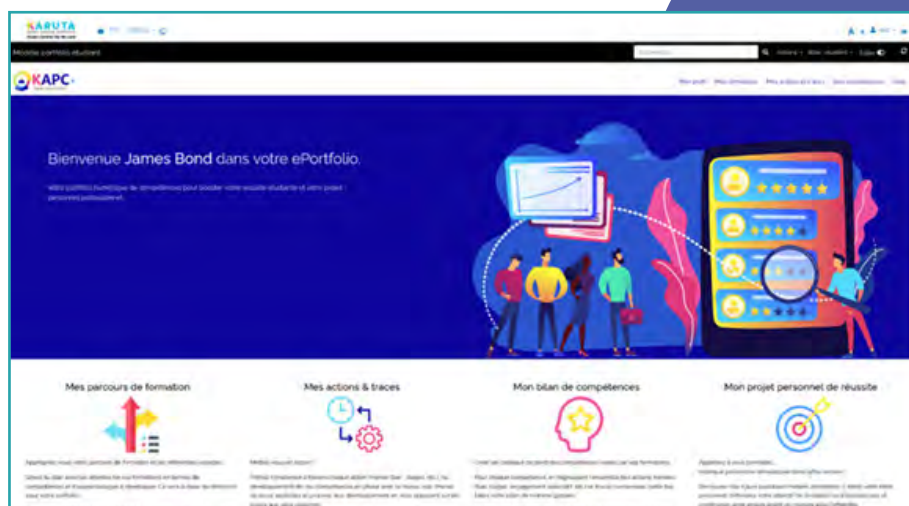
OpenBadges

Le projet **Openbadges** « *Badgeons le Centre-Val de Loire* » a pour but de reconnaître des **compétences non formelles et informelles issues d'expériences** qui ne sont **pas valorisées par les cursus académiques** et qui peuvent **favoriser l'insertion et l'évolution professionnelle** des individus. La Ligue de l'enseignement a été assistée par le GIP RECIA pour le montage du projet. Le GIP porte administrativement et financièrement le projet, en sollicitant notamment des fonds FEDER, et il accompagne la Ligue dans le lien avec de nouveaux partenaires et l'animation du dispositif avec une **dizaine d'expérimentations en cours**.

Porté par l'INP Toulouse le projet **Plateforme nationale Open Badges souveraine** pour lequel ESUP-Portail et le GIP RECIA sont partenaires a été soumis fin 2021 à l'appel à projets « **Services Numériques aux étudiants** » (AAP « Nouveaux services numériques »).

E-portfolio

Le projet **E-portfolio** s'inscrit dans le cadre d'une convention entre la Région, les deux Universités et l'INSA. Il est inclus dans une initiative nationale, et le GIP RECIA est membre du comité de pilotage (PIA4 – AVENIR(s)) et contribue particulièrement aux travaux menés sur les **modèles de e-portfolios** (KAPC+) et sur le **logiciel KARUTA**. Il s'agira, à terme, de fournir à chaque étudiant un outil pérenne **d'aide à l'orientation** et de mise en valeur de ses diplômes et expériences.



Accessibilité handicap

En 2021, les dialogues ont été repris entre le GIP RECIA et la Fondation des aveugles du Val de Loire autour du thème de **l'accessibilité aux outils numériques pour les personnes porteuses de handicap**. Une expérimentation a été menée, qui a consisté pour la Fédération à mener un audit rapide du site web du GIP. L'idée serait de proposer cette démarche d'analyse, associant un voyant et un non-voyant, à toutes les entités publiques qui utilisent un site web.

Réseau des tiers-lieux

Au cours de l'année 2021, l'Etat a prolongé son appel à projets sur les **Fabriques de territoires**. Dans ce cadre, le SGAR a missionné le GIP pour accompagner les projets candidats, et aider à l'appréciation des dossiers.



Portail IA Loire Valley

A la demande de la Direction de la Recherche de l'État en région, et avec le soutien financier de l'Etat et de la Région, le GIP a animé un groupe de travail et mis en œuvre un **site d'information sur l'Intelligence Artificielle**. La gestion devrait en être reprise par la Technopole d'Orléans

LES ACTIVITÉS DE PRESTATIONS MUTUALISÉES

Réseau régional de télécommunication et projet ReCOR

Depuis sa création en 2003, le GIP RECIA fournit à ses membres des **liens d'accès au réseau haut et très haut débit** à travers un **marché de service** d'une durée de 4 ans. Le marché actuel a vu son renouvellement au 1er janvier 2021 et court donc **jusqu'en 2024**.

Au-delà de son simple renouvellement, afin de répondre aux besoins remontés par les différentes communautés, le marché s'est étoffé de **services de téléphonie mobile** et de **services d'objets connectés**, mais également de **téléphonie sur IP** et de **services de sécurisation des liaisons internet**.

On doit noter que **les prix ont diminué de 35% environ**. Durant l'année 2021, profitant de ces baisses tarifaires, les adhérents ont **fait évoluer les débits de nombreux sites**, en particulier les établissements d'enseignement qui ont vu leurs besoins en bande passante exploser avec les nouvelles méthodes d'enseignement (enseignement à distance, hybride), accélérés avec la crise liée au COVID.

Plusieurs collectivités, déjà adhérentes au GIP ou nouvellement entrées, ont souhaité bénéficier des services offerts par ce marché, tant coté téléphonie mobile pour profiter des **tarifs très attractifs** de SFR et Bouygues, ou coté liaison internet pour bénéficier de **connections de qualité**.

Une **plaquette** valorisant notre offre concernant la téléphonie mobile avec des **tarifs mutualisés à destination des collectivités** a été élaborée.



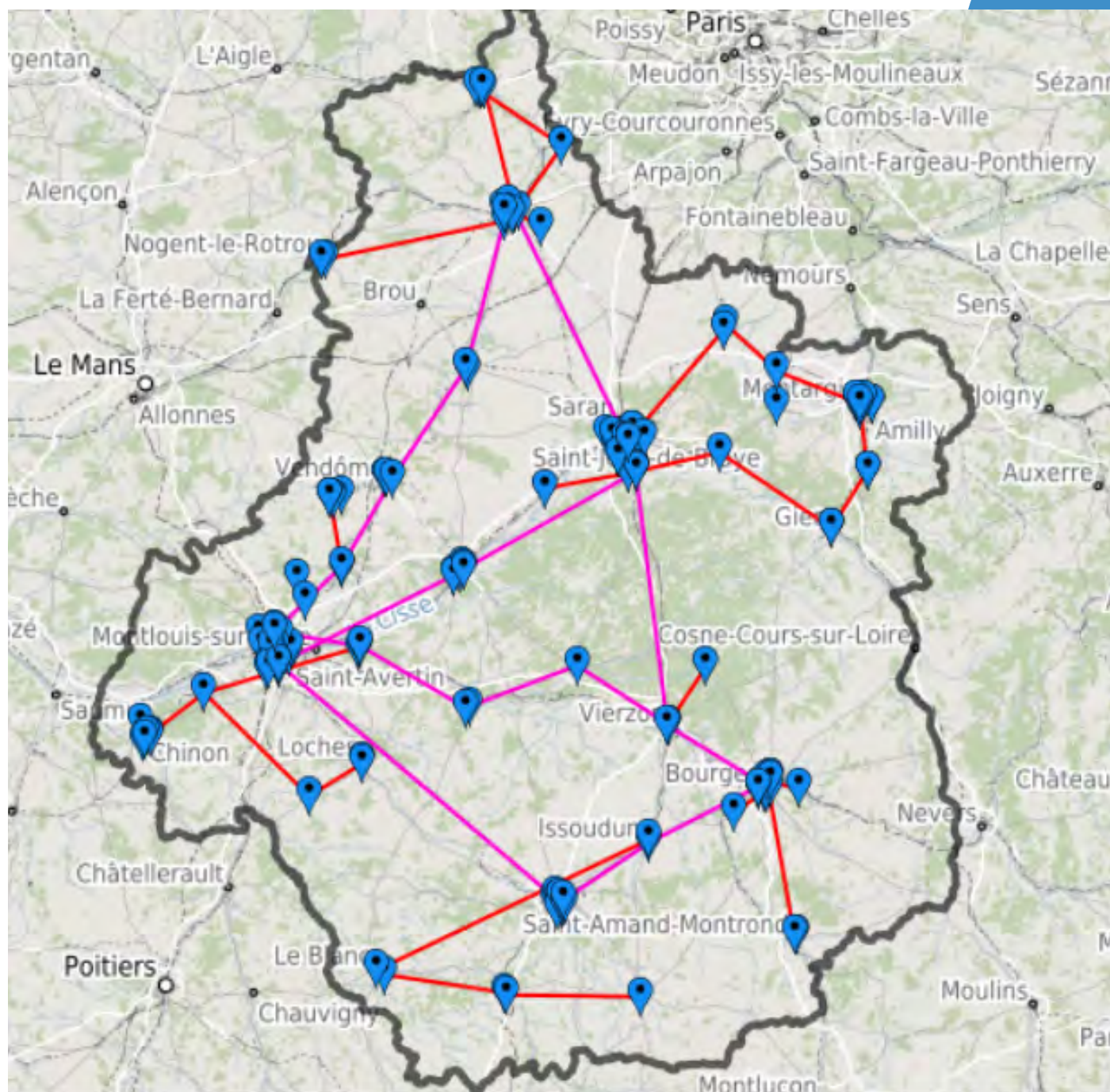
La plaquette est divisée en deux sections principales. La section supérieure a un fond bleu et contient à gauche un pictogramme d'un smartphone avec des ondes radio, suivi du texte 'Téléphonie mobile' en grande police blanche. À droite se trouve le logo RECIA, qui est un hexagone stylisé avec le nom 'Recia' et le sous-titre 'RESSOURCES NUMÉRIQUES PUBLIQUES en Centre-Val de Loire'. En dessous de ces éléments, le texte 'L'offre mutualisée du GIP RECIA' est écrit en blanc. La section inférieure a un fond blanc et contient à gauche un pictogramme d'un calculatrice avec un signe pourcentage, suivi du texte 'Un service d'abonnement de téléphonie mobile à des tarifs avantageux pour votre collectivité !' en bleu.

Depuis plusieurs années, les universités et l'INSA indiquent leur souhait de pouvoir bénéficier d'un **réseau de fibre noire** avec des débits très importants. Cette possibilité aurait aussi un impact sur l'efficacité du **Datacentre** qu'elles projettent avec le **BRGM**, qui a été **labellisé fin 2020** par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

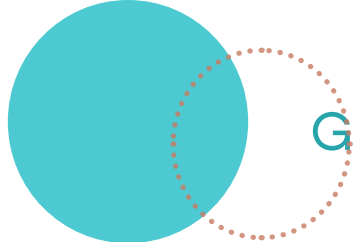
Or, il apparaît qu'un réseau de fibre noire, activité avec des équipements fournissant des **débits entre 10 et 100 gigas**, constituerait un investissement structurant pour les acteurs régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, de même que pour d'autres communautés de l'éducation ou de la santé.

Cette perspective a convaincu les décideurs régionaux, et le **projet ReCOR (Réseau de Coopération Optique Régional)** est inscrit dans les maquettes en discussion à hauteur de **10,5 millions d'euros dans React-EU**, et à hauteur de **6 millions d'euros dans le futur CPER**, pour des financements à 100%. Tout au long de l'année 2021, des groupes ont travaillé à des appels d'offres qui doivent aboutir début 2022.

Carte du réseau de coopération régional (ReCOR)



Les **liens roses** constituent le **Backbone**, ou épine dorsale du réseau ReCOR, Les autres liens constituent les **boucles métropolitaines ou départementales**. Le choix de boucles a été fait afin d'assurer une bonne résilience de ce réseau.



Gestion des systèmes informatiques

Depuis 2004, une partie des équipes du rectorat a rejoint le GIP RECIA afin d'y mener **l'implantation et le suivi des infrastructures numériques centralisées des lycées**. Avec la loi Peillon de 2013, la maintenance des postes de travail a été transférée à la Région pour les lycées et aux Départements pour les collèges. Tout en faisant évoluer leurs propres organisations, la Région et le Département du Cher et 8 CFA (portés par des structures publiques) s'appuient sur le GIP RECIA, à la fois pour la **conception générale des infrastructures**, pour le **déploiement de solutions logicielles**, et pour la **maintenance des infrastructures et des postes de travail**.

Près de **la moitié des personnels du GIP RECIA** travaille dans le service GSI et ce sont presque tous des **informaticiens**. On distingue les infrastructures, les postes de travail et leurs logiciels et le « **Centre de service** » qui résout les incidents et répond aux demandes des établissements de formation.

Adapter les infrastructures

Le GIP fournit un effort continu **d'industrialisation et de centralisation** de son infrastructure, en s'adaptant aux évolutions technologiques incessantes. Il privilégie résolument les **solutions en logiciels libres**. C'est dans cette perspective que les thèmes suivants ont été travaillés en 2021 :

- **l'implémentation d'un pare-feu**, notamment en substitution des outils de l'éducation nationale (serveurs AMON). C'est l'outil **OPNsense** qui a été déployé dans **170 établissements**, complété par des fonctionnalités de filtrage pour la **protection des mineurs** ;

- **l'identification et l'authentification des utilisateurs et des ordinateurs** sur les serveurs de fichiers, afin que ces derniers soient disponibles quels que soient les annuaires mobilisés. Le GIP RECIA a travaillé avec la société Tranquil'IT à l'adaptation du logiciel libre **SAMBA** ;

- **l'implémentation d'une version actualisée de l'antivirus**, complétée par une nouvelle infrastructure centralisée et des serveurs relais dans les établissements ;
- **la vérification de l'authentification des matériels et des personnes autorisées à se connecter au réseau** en mobilisant l'outil libre **PacketFence**, en cohérence avec le protocole 802.1x. Dans ce cadre, une solution de téléphonie sur internet est en cours de mise en place dans les lycées, et un **nouveau portail captif Wi-fi** a été mis en place dans les CFA et les formations sanitaires et sociales ;
- **la gestion centralisée des équipements réseau multi-constructeurs** à travers la solution libre **Netshot** ;
- **la gestion centralisée des configurations et de déploiement des systèmes applicatifs des serveurs** avec le logiciel libre **Saltstack**.




Par ailleurs, les serveurs d'infrastructures ont été renouvelés (cluster en **Proxmox7** avec système de stockage distribué en hyperconvergence), tandis que tous nos systèmes d'exploitation et nos principaux applicatifs métier ont été mis à jour dans les dernières versions stabilisées.

Une interface web permet à tous les partenaires, en particulier les chefs d'établissements, de recueillir des informations sur les équipements installés, ainsi que sur le suivi des demandes et incidents. Elle a été considérablement enrichie en 2021.

Les équipes du GIP ont poursuivi leur travail pour créer les « paquets » de logiciels pédagogiques demandés par les enseignants. En 2021, environ **350 paquets** ont été mis à jour sur les **900 existants**. Cette démarche est guidée par la « **Commission logicielle** » organisée régulièrement avec la Drane (Délégation régionale académique au numérique pour l'éducation), permettant des arbitrages et des priorisations sur les évolutions logicielles pertinentes, les cadences de mise à jour, les sorties du catalogue des versions obsolètes, l'entrée de nouveaux logiciels.

Gestion des systèmes informatiques

On doit ainsi repérer une **forte augmentation des demandes d'installations de logiciels pour les métiers de l'industrie** (Autodesk, Solidworks, Topsolid, Siemens...). Nous avons aussi très régulièrement déployé la **suite libre Onlyoffice** en alternative à MS Office. Des campagnes massives de montée de version de Windows 10 vers Windows 10 version 21H1 (mise à jour de mai 2021) ont été réalisées sur le parc pédagogique.

Le logiciel **Virbela**, mis à disposition par le Centre régional information jeunesse, a permis la réalisation de salons d'orientation virtuels. Nous avons été particulièrement sollicités pour son déploiement dans les lycées.



On compte actuellement **plus de 71 800 objets** dans les réseaux informatiques gérés à distance par le GIP RECIA. Notre capacité à les réparer ou les adapter, à réagir dans le cas d'une panne, sont directement liés à notre connaissance de chacun de ces objets, des liens entre les objets, de leur historique. Qu'il s'agisse de stations de travail, d'équipements de réseaux, d'imprimantes ou de capteurs, ces informations doivent être actualisées et de qualité. C'est pourquoi en 2021 nous avons particulièrement travaillé sur la base de données de gestion de configuration (CMDB), qui contient ces

milliers de renseignements. Cet outil, dont la structuration et l'actualisation constituent des enjeux névralgiques, permet et nourrit des démarches de supervision et d'inventaire.

En 2020, nous avons entamé l'internalisation de notre centre d'appels et de services, qui compte désormais **14 techniciens et ingénieurs**. Il a été particulièrement sollicité en 2021 avec une **augmentation de 57% des sollicitations**. Cela correspond d'une part à l'élargissement du champ d'action dans les lycées, et d'autre part à une montée en charge des demandes sur les collèges du Cher.

Établissements		Année civile		
Type	Nombre	2019	2020	2021
Lycées de l'éducation nationale	96	10 928	11 039	16 711
			+ 1%	+ 51%
Lycées agricoles	16	723	624	877
			- 14%	+ 41%
CFA	29 (2019)/8 (2020)	1 017	532	627
			- 48%	+ 18%
EFSS	35	567	548	673
			- 3%	+ 23%
Collèges du Cher	27	758	1 634	3 740
			+ 116%	+ 129%
Totaux		13 993	14 377	22 628
Variation des sollicitations			+ 3%	+ 57%

L'**Espace Numérique de Travail (ENT)** permet aux membres de la communauté éducative d'accéder à des **services et ressources numériques** (manuels scolaires, encyclopédies, exercices, emplois du temps, carnets de notes, cours en ligne...) et d'**organiser des groupes de travail** (classes, destinataires d'informations...).



Depuis 2008, le GIP RECIA développe un ENT pour le secondaire à partir d'une base de **logiciels libres mutualisés** dans le cadre du consortium national **ESUP-Portail** et de la communauté internationale **Apereo**.

En janvier les **collèges de l'Indre et du Loiret** ont rejoint l'ENT suivis par les **collèges d'Eure-et-Loir** en mars. Après un travail préparatoire mené par la DANE, les Départements et le GIP pour l'intégration des collèges concernés, la DANE et le GIP ont accompagné les établissements dans leur prise en main des services.

Un processus d'importation automatisée des données concernant les agents des collèges du département du Loir-et-Cher a été réalisé en collaboration avec le Département. Une démarche similaire a été entamée avec la Région pour les agents des lycées.

En avril, lors de la nouvelle période de confinement des élèves, le GIP a, **en une dizaine de jours**, préparé une infrastructure de classe virtuelle (basée sur le logiciel libre **BigBluButton**) capable de supporter **jusqu'à 80 000 utilisateurs simultanés**.

Tout comme les autres services de l'ENT, la **plateforme Moodle de l'ENT** a été très sollicitée pendant la durée de la crise sanitaire. Elle a été optimisée pour répondre aux besoins. La dette technique a été comblée et la **dernière version LTS (long time support)** a été installée en novembre.

De nouveaux services ont été intégrés dans l'ENT :

- le portail patrimoine éducation de la région Corely,
- l'outil de codage en ligne Capytale,
- le nouveau dispositif national de mesure d'audience (DNMA)
- ainsi que le chatbot Jules pour l'accompagnement aux devoirs proposé par le CNED pour les collégiens.

Les travaux autour du **RGPD** se sont poursuivis et une mise à jour de **Nextcloud** a été réalisée.

Deux projets confiés à des sous-traitants ont débuté : la **refonte de l'outil d'intégration des données** provenant des applications métiers hors éducation nationale et la **mise à niveau de l'application de publication de contenus** (ESUP-Publisher).

Outre sa contribution toujours très active aux travaux de l'association ESUP, le GIP a participé aux tables rondes organisées par la DNE sur l'évolution des ENT et accompagné l'université d'Orléans pour son nouveau portail ENT.



CHeRCArtableNumérique

L COLLÈGES EURÉLIENS

TOURAINE  **SCHOOL**

mon  **collège**

COLLEGES **41**

Services numériques aux collectivités

Les services numériques aux collectivités regroupe à la fois les missions de **E-administration**, de **délégués à la protection des données** et de **prestations numériques mutualisées**. A ce jour, environ **550 collectivités** bénéficient des services du GIP RECIA. Mais de très nombreuses communes, qui pourraient pleinement profiter des services mutualisés du GIP, faire des économies, gagner en efficacité, ignorent encore l'existence même du GIP RECIA.

Comme cela avait été évoqué dans la feuille de route, il serait important d'aller vers un nombre **plus grand de petites communes et d'EPCI**, en particulier dans les **secteurs ruraux**.

Dans le cadre de cet objectif général, une chargée de mission est venue en 2021 renforcer l'équipe. Un nouveau recrutement est prévu en 2022 afin de satisfaire les **besoins d'accompagnement de nos bénéficiaires**. Par ailleurs, différents documents ont été créés afin de **promouvoir notre offre de service**.



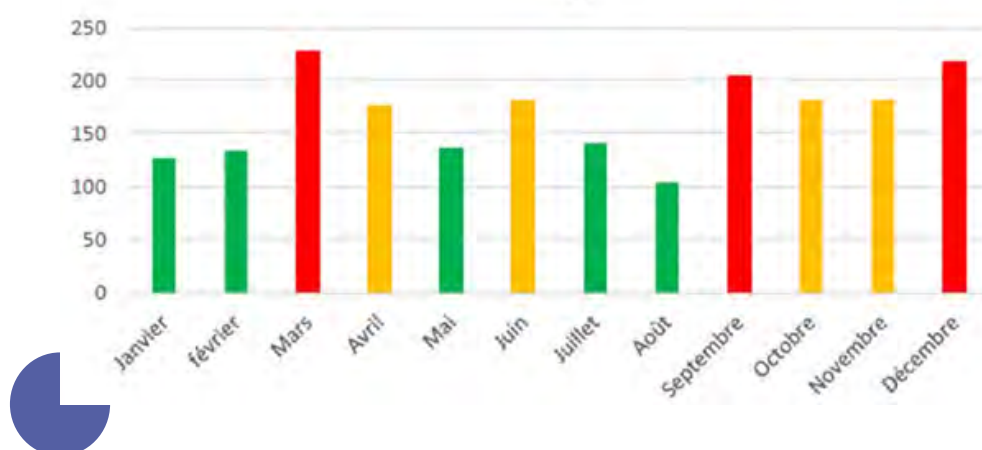
La E-administration

Le GIP RECIA propose depuis 2016 des outils d'E-administration aux collectivités et organismes publics de la région Centre-Val de Loire. Ce socle est composé aujourd'hui de **10 outils** permettant de **dématérialiser les procédures administratives, financières ainsi que les marchés publics**.

Au 31 décembre 2021, **522 organismes** souscrivent à cette offre soit en direct, soit au travers d'une mutualisation portée par certains EPCI avec une augmentation de **+ 36 membres** par rapport à 2020.

2021 a été l'**année de réflexion sur différents outils** qui seront inscrits au catalogue de service 2022. La version d'**IdelibRE V4** a été étudiée et éprouvée par l'équipe pour permettre une **mise en service dès avril 2022**. Cette étude a été menée conjointement avec le **déploiement de l'application COMELUS** permettant de répondre aux **obligations d'information** des conseillers municipaux des EPCI.

Volume d'appels des collectivités pour un soutien en ligne



Le **volume d'appel mensuel** relatifs aux incidents, demande de formation ou paramétrage des outils a oscillé **entre 110 et 230** sur l'année 2021.

En 2020, nous constatons avec regret que de nombreuses collectivités n'utilisaient qu'un ou deux des outils proposés dans le socle. Un travail de fond a donc été réalisé par l'équipe à compter du second trimestre 2021 pour revenir vers les collectivités et leur proposer des **actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement** à l'usage de nos outils. Cette action a permis d'**augmenter de 15% les taux d'usages**.

Le pôle Accompagnement juridique - Protection des données

En complément de l'offre E-Administration, le GIP RECIA propose depuis l'été 2018, une **mission d'accompagnement juridique et technique** pour la **mise en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD)**. Ce pôle assure également la **conformité interne du GIP RECIA** et conseille ainsi les différents services dans leurs activités.

Pour accompagner la croissance continue de cette mission, le pôle et l'offre de service ont été réorganisés en 2021. Après le recrutement d'une nouvelle déléguée à la protection des données et d'une chargée de mission, **l'effectif du pôle se compose désormais de 6 agents**.

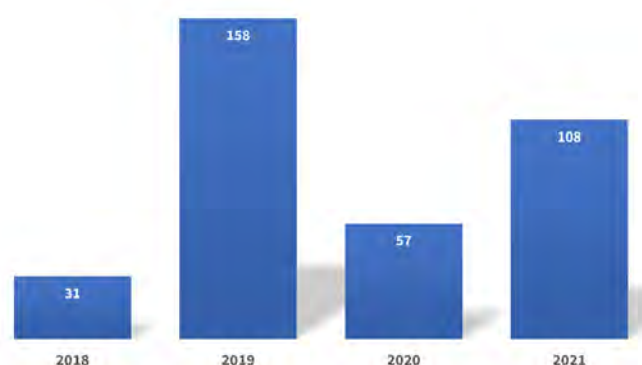
L'offre DPO mutualisé

Cette offre de service propose aux membres de mutualiser avec le GIP la **fonction de délégué à la protection des données (DPO)** qui est obligatoire pour tous les organismes publics en vertu de l'article 37 du RGPD. Un agent du pôle est ainsi **désigné officiellement auprès de la CNIL** pour exercer les missions statutaires de DPO **pour le compte de plusieurs membres**.

Reconfigurée en 2020, cette offre de service connaît un franc succès depuis son lancement puisque **353 organismes** répartis sur l'ensemble du territoire régional en bénéficient à la fin d'année 2021. Elle s'adresse aux communes qui comptent moins de 10 000 habitants ou aux autres organismes qui emploient moins de 200 agents.

Si la dynamique d'adhésion avait marqué le pas en 2020 en raison de la crise sanitaire, elle est repartie à la hausse en 2021 puisque **107 nouvelles entités** ont souscrit l'offre DPO mutualisé.

Entités ayant souscrit la mission DPD mutualisé
(par année de début de contrat)



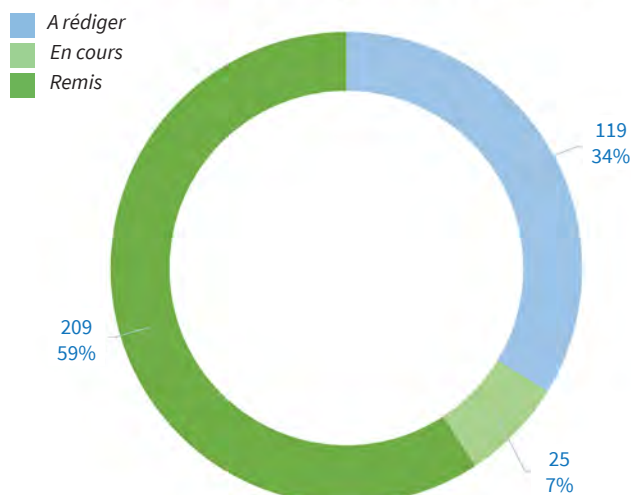
L'offre Accompagnement RGPD

Cette nouvelle offre a vu le jour en 2021. Elle est dédiée aux communes de plus de 10 000 habitants ou aux organismes qui emploient plus de 2000 agents. Il s'agit d'une **formule sur mesure** pour répondre aux besoins spécifiques de ces entités. Le prérequis est que celles-ci aient désigné leur propre DPO. En effet, dans cette configuration, les agents du pôle protection des données ne deviendront pas DPO des bénéficiaires, mais agissent comme des consultants.

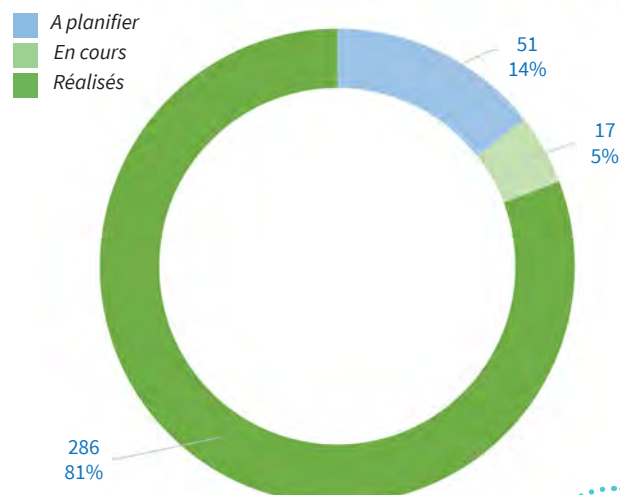
Cette offre se met en œuvre sur la base d'un **forfait de journées d'accompagnement** convenu avec le bénéficiaire. Les missions susceptibles d'être réalisées sont également définies en concertation avec celui-ci.

À fin 2021, cette nouvelle offre comptait un unique bénéficiaire, il s'agit d'une ville d'Eure-et-Loir.

Avancement global
Élaboration des registres de traitement



Avancement global
Réalisation des diagnostics de conformité RGPD



Services numériques aux collectivités

Les Prestations Numériques Mutualisées

De très nombreuses collectivités n'ont pas les moyens d'embaucher des informaticiens. Or, quelles que soient les organisations, **le numérique est devenu un outil crucial**, dont chacun attend une bonne efficacité.

C'est pourquoi, en 2018, nous avons initié le principe d'une offre de type « **Responsable Informatique à temps partagé** », vers les collectivités locales, en particulier les petites et moyennes.

Dans un premier temps, nous avons conçu une **offre d'infrastructure simple et robuste pour les écoles, puis pour les petites mairies**. Nous les avons accompagnées dans la conception de leurs infrastructures, en coordination avec leurs prestataires locaux.

Si les communes, en direct, sont souvent intéressées par nos services, nous repérons que c'est à l'échelle des communautés de communes que notre **offre de conseil en « Aide à la maîtrise d'ouvrage »** est la plus pertinente. Nous aidons à la rédaction de cahiers des charges, nous contribuons à l'analyse des offres, avec la perspective d'une robustesse et d'une pérennité, sans rentrer trop dans la mise en œuvre opérationnelle qui doit plutôt revenir aux entreprises locales.

En 2020, nous avons beaucoup travaillé à l'émergence d'une offre de services liés aux **enjeux de cybersécurité (Secur-SI)**. Avec l'aide des fonds européens Feder, nous avons ainsi pu servir une **vingtaine de collectivités** et mettre en place une **démarche complète** (audit, protection, sauvegarde, plan de reprise d'activité, formation..).

L'offre PNM mobilise aussi d'autres services du GIP, en particulier le marché de téléphonie ou l'expertise des collègues DPO par exemple.

Voici la liste, par département, des **collectivités ayant souscrit les services PNM** :

- **28 - Eure-et-Loir** : SIRP Le Gault St Denis
- **36 - Indre** : commune de Buzancais, aéroport de Châteauroux
- **37 - Indre-et-Loire** : communes de Ballan-Miré, Chambray-les-Tours, Fondettes, Chinon, Luynes, Amboise, Montbazou, Monts, Montlouis sur Loire, Azay le Rideau, Chinon, Thilouse, Bourgueil, Druey, Avoine, Ste Catherine de Fierbois, Nazelle Negron, communauté de communes Chinon Vienne et Loire
- **41 - Loir-et-Cher** : commune de Saint-Laurent-Nouan, communauté de communes Grand Chambord, communauté de communes de Val de Cher-Controis, Valderm, Valeco
- **45 - Loiret** : communes de La Ferté Saint Aubin, Baule, Jouy-le-Potier, Paucourt, Mézières-lez-Cléry, Sermaise, communauté de communes Pithiverais Gatinais, des Loges, de la Beauce Loirétaine

Recia
en Centre-Val de Loire

SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATIONS
Secur-SI : la solution de cybersécurité
du GIP Recia pour les communes

Une solution de cybersécurité complète et simple à mettre en œuvre.

Analyse de l'existant
Audit de votre installation actuelle et identification de ses spécificités

Déploiement de la solution
Installation de nos outils matériels et logiciels, dont un antivirus, un pare-feu & une solution de « cloud » permettant la sauvegarde automatique de vos données sur nos serveurs

Accompagnement
Formation de vos personnels à l'utilisation des outils déployés

Plan de reprise d'activité
Définition complète d'un PRA décrivant l'ensemble des opérations garantissant la remise en place des différents services numériques suite à un sinistre.

Plan de continuité d'activité
Accompagnement à la rédaction d'un PCA formalisant les solutions techniques adaptées permettant le travail à distance.

Assistance
Notre contrat de maintenance de la solution est reconduit chaque année. Mise en place d'une ligne d'appel de secours (5j/7 8h-17h).

Les collectivités locales sont désormais très régulièrement la cible d'**attaques informatiques**. Il en résulte un temps de rétablissement des services parfois très long, des **pertes de données**, un stress important pour les élus et les personnels. Notre solution est **financée à 50% par l'Europe**, dans le cadre d'un programme FEDER. A ce jour, notre offre, qui comprend environ 10 jours de travail par collectivité, vous sera facturée **3 000 euros la première année, puis 1 500 euros les années suivantes**. Cette offre est adaptée aux **collectivités de moins de 3 500 habitants**. Nous soumettons actuellement notre dossier aux appels d'offres du **plan de relance**, et en cas de succès, les financements de l'Etat viendraient **diminuer la facturation**.

Vous êtes intéressés par cette offre de service mutualisée ?
Contactez-nous par mail ou par téléphone : contact@recia.fr / 02 38 42 79 60
Réservée aux collectivités membres du GIP Recia, elle fera l'objet d'un avenant à notre convention principale.

Loiret
SCORPIO
Union européenne



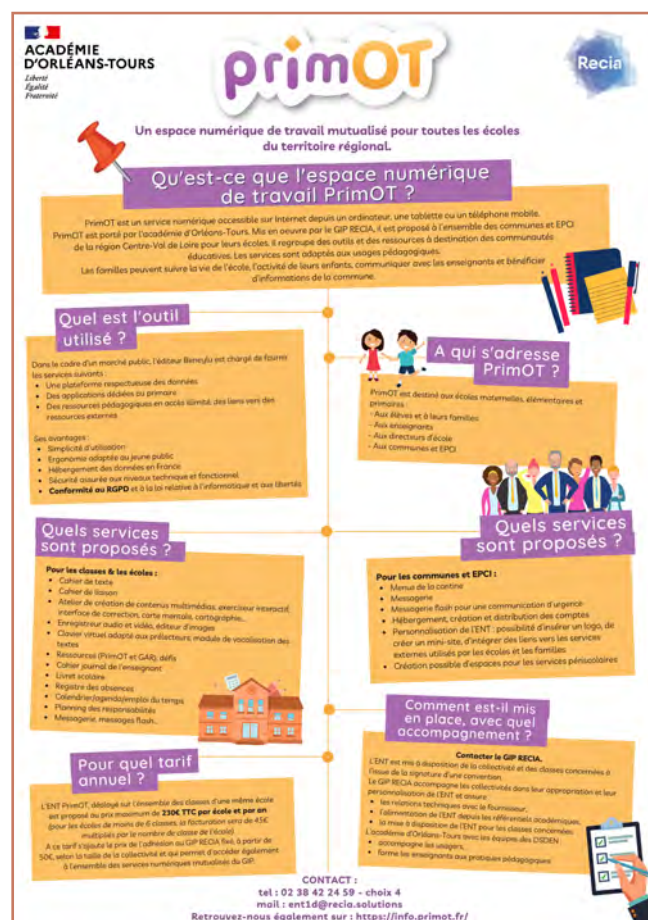
Lors du premier confinement, il est apparu une grande **hétérogénéité dans l'équipement numérique des écoles**. Aussi, l'académie d'Orléans-Tours a décidé de proposer aux communes un « Espace Numérique de Travail » permettant à toutes les écoles de bénéficier d'un outil adapté, répondant à un cahier des charges complet.

Le rectorat a confié au GIP RECIA la responsabilité de passer un **marché d'acquisition de licences sur 3 ans**, puis de **mettre en œuvre et de suivre les déploiements de cet outil**. Le projet vise à accélérer l'appropriation de cet outil, dont le financement revient normalement aux communes. Il est prévu que le rectorat contribue au financement du dispositif sur 3 ans, puis que les communes intéressées prennent le relais.

La solution Prim'OT est opérationnelle depuis la rentrée de **septembre 2021**. A fin 2021, environ **175 écoles** bénéficient de cet ENT.

L'identité visuelle a été élaborée et une **plaquette de présentation** a été réalisée et diffusée à l'ensemble des collectivités du territoire régional.

Pendant ces trois années, il est aussi prévu que le GIP RECIA fasse les **développements logiciels** nécessaires pour que l'ENT Prim'OT soit mieux intégré à la famille des ENT du secondaire.



Nombre de communes et d'écoles au 31 décembre 2021

	Communes	Écoles
18 - Cher	9	28
28 - Eure-et-Loir	16	22
36 - Indre	4	6
37 - Indre-et-Loire	30	76
41 - Loir-et-Cher	3	8
45 - Loiret	15	34
Total	77	174



Offre Numérique Essentielle

Dans le cadre du Plan de relance, l'Etat a souhaité **favoriser la digitalisation des collectivités locales**. Des fonds ont été alloués à l'échelle régionale et départementale afin d'aider les collectivités locales.

A l'initiative des équipes du SGAR (Secrétariat général aux affaires régionales), un travail a été mené avec le sous-préfet à la relance, Simon Karleskind, qui a abouti au projet de « **valise d'Offre Numérique Essentielle** » pour les petites collectivités locales. L'objectif est de fournir à celles-ci un **ensemble d'outils numériques** leur permettant d'**améliorer leur productivité** d'une part, et de **faciliter les liens entre la commune et ses concitoyens** d'autre part.

Dans un premier temps, le GIP a fait une **étude auprès des membres de l'association Declic**, qui réunit les opérateurs publics de services numériques (OPSN), pour savoir quels étaient les outils numériques qu'ils proposaient aux collectivités, ailleurs en France.

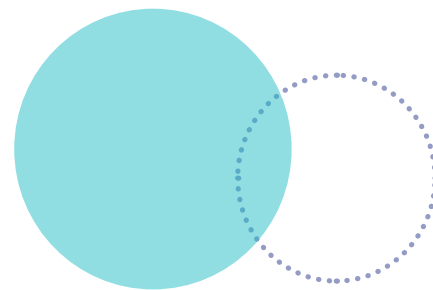
Ensuite, une **démarche expérimentale** a été conduite avec l'association **Nékoé**, spécialisée dans le design de services. Elle a consisté à **tester auprès de 4 premières collectivités** un premier panel d'outils numériques.

Un site web de la commune fictive de « Gergovie » a été ouvert afin de déployer les premiers outils.

Au début de l'année 2022, l'expérimentation se poursuit, dans la perspective de fournir gratuitement la « valise ONE » à une **cinquantaine de collectivités**. Nous pourrions en déduire les conditions dans lesquelles cet ensemble d'outils en logiciels libres pourrait être proposé à toutes les collectivités de la région, voire au-delà dans le cadre de l'association Declic.



ANNEXE : LISTE DES MEMBRES



18 – Cher

- Communauté d'agglomérations Bourges Plus
- Communauté de communes (CC) Pays Fort Sancerrois Val de Loire
- CC Sauldre et Sologne
- CC Terres du Haut Berry
- CC Vierzon Sologne Berry et Villages de la Forêt
- Chezal Benoit
- Léré
- Lugny Champagne
- Mehun-sur-Yèvre
- Saint Doulchard
- Saint Florent sur Cher
- Saint Martin d'Auxigny
- Saint Martin des Champs
- Sancergues
- Sancoins
- Vierzon
- Vignoux sur Barangeon
- Conseil départemental du Cher
- CFA CM CCI du Cher
- Berry Numérique
- Cher Ingénierie des territoires
- Institut national des sciences appliquées
- Office de tourisme Sauldre et Sologne
- Service départemental d'incendie et de secours du Cher
- SIVOS Brinon-Clémont
- Syndicat départemental d'énergies du Cher
- Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable Brinon-Clémont
- Syndicat mixte du Pays Sancerre Sologne

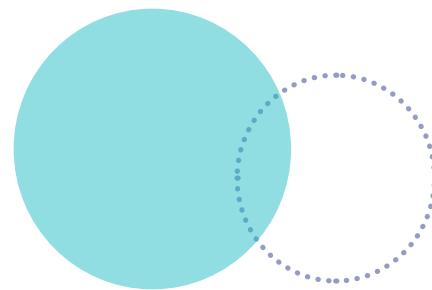
28 – Eure-et-Loir

- CC Cœur de Beauce
- CC du Bonnevalais
- Auneau Bleury Saint Symphorien
- Bouglainval
- Brezolles
- Châteaudun
- Le Coudray
- Saint Piat
- Saint Rémy sur Avre
- Tremblay Les Villages
- Conseil départemental de l'Eure et Loir
- CFA interprofessionnel Eure et Loir
- Service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir
- Syndicat départemental d'énergies d'Eure et Loir
- Syndicat intercommunal de regroupement pédagogique Le Gault Saint Denis

36 – Indre

- Châteauroux Métropole
- CC de La Châtre Sainte Sévère
- CC Ecueillé Valençay
- CC Pays d'Issoudun
- Briantes
- Buzançais
- Chassignolles
- Feusines
- Géhée
- Issoudun
- La Berthenoux
- La Châtre
- Le Magny
- Le Poinçonnet
- Montgivray
- Nérét
- Nohant Vic
- Pérassay
- Pouligny Saint Martin
- Préaux
- Reuilly
- Saint Août
- Saint Chartier
- Sainte Sévère sur Indre
- Sazeray
- Ségry
- Selles sur Nahon
- Urciers
- Valençay
- Vicq Exempt
- Vigoulant
- Vijon
- Conseil départemental de l'Indre
- Aéroport de Châteauroux
- Centre de gestion de l'Indre
- Etablissement public de coopération culturelle d'Issoudun
- Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Indre
- Syndicat départemental d'énergies de l'Indre
- Syndicat des eaux du Boischaut Nord
- Syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de la Châtre
- Syndicat intercommunal de la région de Sainte Sévère
- Syndicat mixte du Pays de Valençay en Berry
- Syndicat mixte du Pays d'Issoudun et de Champagne Berrichonne

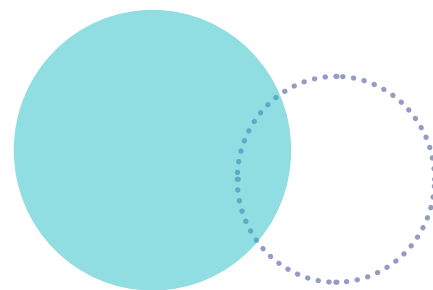
ANNEXE : LISTE DES MEMBRES



37 - Indre-et-Loire

- CC Bléré Val de Cher
- CC Chinon Vienne et Loire
- CC du Val d'Amboise
- CC Gâtine Choissilles Pays de Racan
- CC Touraine – Val de Vienne
- CC Touraine Est Vallées
- CC Touraine Ouest Val de Loire
- CC Touraine Vallée de l'Indre
- Amboise
- Artannes
- Avoine
- Azay sur Cher
- Ballan Miré
- Bourgueil
- Cerelles
- Chambray lès Tours
- Chargé
- Château Renault
- Chinon
- Cormery
- Crissay sur Manse
- Druye
- Esvres sur Indre
- Fondettes
- La Riche
- La Ville-Aux-Dames
- Larçay
- Luynes
- Marcilly sur Vienne
- Mazières de Touraine
- Mettray
- Montbazou
- Montlouis sur Loire
- Monts
- Nazelles Négron
- Notre Dame d'Oé
- Pocé sur Cisse
- Ports sur Vienne
- Saint Aubin le Dépeint
- Saint Branches
- Saint Ouen les Vignes
- Sainte Catherine en Fierbois
- Sainte Maure de Touraine
- Saunay
- Savonnières
- Sonzay
- Sorigny
- Thilouze
- Varennes
- Veretz
- Azay le Rideau
- Conseil départemental d'Indre et Loire
- Tours Métropole Val de Loire
- Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours
- La Ligue de l'enseignement
- Agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (CICLIC)
- Office de tourisme Montlouis-Vouvray
- Service départemental d'incendie et de secours d'Indre et Loire
- Syndicat intercommunal d'eau potable et assainissement Azay sur Cher/Veretz
- Syndicat intercommunal d'énergie du 37
- Syndicat mixte des Communautés de l'Amboisie, du Blétois et du Castelrenaudois
- Syndicat mixte du Pays du Chinonais
- Syndicat mixte du Pays Loire Touraine
- Université de Tours

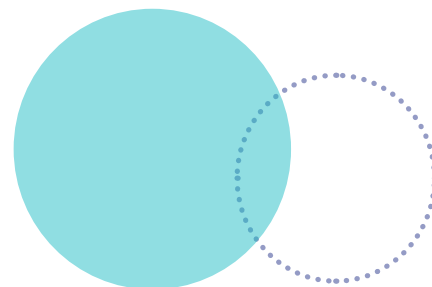
ANNEXE : LISTE DES MEMBRES



41 - Loir-et-Cher

- CC Beauce Val de Loire
- CC Cœur de Sologne
- CC Grand Chambord
- CC Romorantinais Monestois
- CC Sologne des Etangs
- CC Sologne des Rivières
- CC Val de Cher – Controis
- Beauce la Romaine
- Binas
- Boisseau
- Cellettes
- Conan
- Couddes
- La Chapelle Enchérie
- Lassay sur Croisne
- Le Controis en Sologne
- Mer
- Mont-Près-Chambord
- Oucques la Nouvelle
- Rhodon
- Romorantin Lanthenay
- Saint Firmin des Prés
- Saint Laurent Nouan
- Salbris
- Souesmes
- Thoury
- Vallières les Grandes
- Villetrun
- Conseil départemental du Loir-et-Cher
- Observatoire de l'économie et des territoires
- GIP Centre Val de Loire E-santé
- SIVOS du Beuvron
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement collectif de Mer
- Syndicat intercommunal d'élimination des ordures ménagères du groupement de Mer
- Syndicat interdépartemental de collecte et de traitement des déchets du Blaisois
- Syndicat mixte de traitement et de valorisation des déchets ménagers du Vendômois
- Syndicat mixte du Pays de Grande Sologne

ANNEXE : LISTE DES MEMBRES



45 – Loiret

- Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret
- Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours
- Conseil régional du Centre-Val de Loire
- Agglomération Montargoise et Rives du Loing
- CC Beauce Loirétaine
- CC Berry Loire Puisaye
- CC Canaux et Forêts en Gatinais
- CC Cléry-Betz-Ouanne (3CBO)
- CC de la Forêt
- CC des Loges
- CC des Portes de Sologne
- CC des Quatre Vallées
- CC des Terres du Val de Loire
- CC du Pithiverais Gatinais
- CC du Pithiverais
- CC du Val de Sully
- Ardon
- Aulnay la Rivière
- Autry le Chatel
- Auxy
- Baule
- Beaugency
- Beaulieu sur Loire
- Beaune La Rolande
- Bonny sur Loire
- Bouzy la Forêt
- Briarres sur Essonne
- Cepoy
- Chaingy
- Châteauneuf sur Loire
- Combreux
- Cravant
- Desmont
- Dimancheville
- Dry
- Fay aux Loges
- Fleury les Aubrais
- Huisseau sur Mauves
- Jouy le Potier
- La Bussiere
- La Ferté Saint Aubin
- Lailly en val
- Le Malesherbois
- Ligny le Ribault
- Lorcy
- Marcilly en Villette
- Ménestreau en Villette
- Messas
- Meung sur Loire
- Mézières Lez Cléry
- Montargis
- Montliard
- Neuville-aux-Bois
- Nibelle

- Ondreville sur Essonne
- Ouvrouer les Champs
- Ouzouer sur Trézée
- Patay
- Paucourt
- Pithiviers
- Pithiviers le Vieil
- Puiseaux
- Rouvray Sainte Croix
- Rozières en Beauce
- Saint Denis de l'Hotel
- Saint Firmin sur Loire
- Saint Jean de la Ruelle
- Saint Martin d'Abbat
- Sennely
- Sully la Chapelle
- Tavers
- Tigy
- Vannes sur Cosson
- Vienne en Val
- Villamblain
- Villeneuve sur Conie
- Villorceau
- Conseil départemental du Loiret
- CFA Orléans Métropole
- CREA
- Le Mouvement Associatif Centre-Val de Loire
- LIG'AIR
- Agence régionale de la biodiversité Centre-Val de Loire
- Agence régionale de santé
- CROUS d'Orléans-Tours
- CFA Est Loiret
- EPAGE du Bassin du Loing
- GIP ALFA CENTRE
- Office de tourisme du Grand Pithiverais
- PETR du Pays Beauce-Gâtinais en Pithiverais
- SIVOM de Sermaises
- Syndicat de l'Œuf de la Rimarde et de l'Essonne (SMORE)
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable La Bussière-Adon
- Syndicat Intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères de la région de Châteauneuf sur Loire
- Syndicat intercommunal de transport scolaire Cravant-Messas-Villorceau
- Syndicat intercommunal d'intérêt scolaire Cravant-Villorceau
- Syndicat lintercommunal d'intérêt scolaire La Bussière-Adon
- Syndicat intercommunal du secteur scolaire de Jargeau
- Syndicat mixte central de traitement des déchets des régions de Gien et Châteauneuf sur Loire
- Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères des cantons de Gien, Châtillon-Coligny, Briare, Châtillon sur Loire
- Université d'Orléans
- CMA CVL



Recia

RESSOURCES NUMÉRIQUES PUBLIQUES
en Centre-Val de Loire



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Groupeement d'intérêt public RECIA

Bâtiment F1 – 3 avenue Claude-Guillemain

BP 36009 – 45 060 Orléans Cedex 2

02 38 42 79 60

www.recia.fr

